

ÉTAT DE DROIT ET GÉOPOLITIQUE AU CŒUR DES ÉLECTIONS



TURQUIE.

Dimanche 14 mai, la Turquie organise des élections présidentielle et législatives qui pourraient s'avérer décisives. R.T. Erdogan est confronté pour la première fois à une menace sérieuse par Kemal Kilicdaroglu et son bloc d'opposition.

- Avec le retrait de l'*outsider* d'opposition, [Muharrem Ince du Memleket Partisi](#), trois jours avant le scrutin pour de supposées raisons de santé, analystes et [sondages](#) font état d'un léger avantage pour le leader social-démocrate du Parti républicain du peuple.
 - Ceci pourrait ainsi évincer R.T. Erdogan et marquer une nouvelle ère pour la Turquie.
- À l'approche du scrutin, le président Erdogan n'a pas hésité à [adopter un ton plus agressif](#) à l'égard de l'opposition.
 - Il se présente au-delà comme le seul leader capable de mener la Turquie vers l'autosuffisance, [notamment en matière d'énergie](#).
 - Cependant, les promesses d'autonomie énergétique, et l'annonce récente de la gratuité du gaz naturel pour les ménages pendant un an, suscitent des doutes.
 - Selon certains analystes ce discours sur l'indépendance énergétique serait une couverture pour la dépendance croissante de la Turquie à l'égard de la Russie pour le gaz.
 - Ceci pourrait permettre à [Moscou de blanchir et de ré-étiqueter son gaz](#) comme étant turc, contournant ainsi les sanctions européennes.
- Depuis l'introduction du scrutin présidentiel uninominal direct à un tour en 2017, R.T. Erdogan n'a, en fait, été élu au suffrage universel direct qu'une seule fois en 2018.
 - Pour ce second scrutin rien ne dit que la victoire sera aussi nette.
 - C'est peut-être ainsi que l'on peut comprendre la multiplication des « cadeaux » :
 - Doublement du salaire des fonctionnaires après avoir annoncé plus tôt une augmentation de 45 % pour les employés du service public.
 - Avant 2018, R.T. Erdogan avait été élu Président de la République au suffrage universel indirect.
 - La Turquie était jusqu'à peu un Etat de tradition parlementariste, le retour à ce modèle l'une des promesses des partis d'opposition.
 - Même si aucun des deux candidats ne franchit le seuil des 50 %, un second tour sera organisé le 28 mai.
 - Cela donnerait à R.T. Erdogan plus de temps pour montrer ses compétences en matière de campagne et aux campagnes de désinformation de continuer à perturber la course.
 - Cela semble se confirmer durant la nuit du 14 au 15 mai.
- Dans sa [chronique du 12 mai, Pierre Haski](#) revient sur les enjeux géopolitiques de cette élection pour les occidentaux.
 - Une défaite du Président Erdogan face au candidat d'une coalition d'opposition, Kemal Kilicdaroglu, réjouirait tous ceux que le dirigeant turc a offensés ou raillés.
 - Ceux compris au sein de l'OTAN dont la Turquie est membre.
 - « Mais attention à ne pas l'enterrer trop vite », rappelle l'éditorialiste.

ÉTAT DE DROIT ET GÉOPOLITIQUE AU CŒUR DES ÉLECTIONS



- À ce propos, le European Council on Foreign Relations publie [une analyse sur la façon dont l'UE et l'Occident en général devraient agir diplomatiquement avec la Turquie](#) pendant et juste après cette période électorale.
 - C'est surtout en cas de contestation des élections dans les jours suivant le 14 mai 2023 que les États-Unis et l'Union européenne pourraient avoir un rôle de modérateurs à jouer.
 - Ceci pour réitérer la nécessité d'un processus ordonné et déplorer toute violence, sans toutefois intervenir.
- Un gouvernement formé par l'opposition actuelle devra relever de nombreux défis diplomatiques et économiques.
 - Le rétablissement des liens altérés entre la Turquie et ses partenaires occidentaux devrait commencer en Europe.
 - En particulier sous la forme d'une réanimation des négociations d'adhésion avec l'UE, [aujourd'hui au point mort](#).
- La Turquie devra de son côté montrer qu'elle est prête à accepter les normes de l'UE dans un certain nombre de domaines, notamment les droits de l'Homme, l'État de droit et la bonne gouvernance.
 - Si la Turquie peut montrer qu'elle a progressé sur ces fronts, l'UE pourra répondre concrètement en supprimant les visas et en ouvrant d'autres chapitres d'adhésion.

L'ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



Corruption. Sanctions.

TRIBUTE TO PETE RODRIGUEZ.

Comme annoncé par la présidente Ursula von der Leyen dans son [Discours sur l'état de l'Union en septembre 2022](#), la Commission européenne a présenté une série de propositions pour [un cadre pénal commun contre la corruption dans l'ensemble de l'UE](#).

- L'objectif est de créer une liste noire sanctionnant les personnes impliquées dans des « activités de corruption graves ».
 - Quelle que soit leur nationalité, les avoirs peuvent être gelés.
 - Ces personnes peuvent aussi se voir refuser l'accès à des ressources financières dans l'UE.
 - [Le mécanisme](#) se concentre sur la corruption passive ou active, le détournement de fonds de fonctionnaires.
 - Une attention particulière se porte sur les pays considérés comme non coopératifs en matière fiscale.
 - Il en va de même pour ceux disposant de mécanismes inadéquats en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.
- La liste serait officiellement proposée par le responsable de la politique étrangère de l'UE et devrait être approuvée à l'unanimité par les 27 États membres de l'UE.
 - Elle sera similaire aux régimes de sanctions adoptés par l'UE à l'encontre des responsables russes impliqués dans l'invasion de l'Ukraine.
- En plus de sanctionner les individus coupables de corruption, l'UE souhaite également imposer à ses États membres un certain nombre d'engagements pour lutter contre le problème.
 - La Commission européenne a établi une feuille de route stricte qui comprend 27 étapes-clés.
 - Plusieurs concernent le renforcement de l'indépendance du système judiciaire et « l'élimination des abus d'influence ».
 - C'est en particulier le cas de Hongrie, l'UE s'inquiète d'une éventuelle corruption et d'une mauvaise utilisation des fonds européens.

Harmonisation. CEDH. Droits fondamentaux.

HARMONY AND ME, WE' RE PRETTY GOOD COMPANY.

Dans une opinion disponible sur [EULawLive](#), le juriste Johan Callewaert revient sur les [récents arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne](#) (CJUE) appliquant les directives sur les droits fondamentaux de la défense figurant dans la Convention européenne des droits de l'Homme (Conv. EDH), dans les procédures pénales nationales.

- Ces directives ont été adoptées pour faciliter la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires entre les États membres de l'UE.
 - Elles couvrent des sujets tels que le droit à l'interprétation et à la traduction, l'accès à un avocat et la présomption d'innocence.
 - La jurisprudence récente de la CJUE semble renforcer sa convergence avec la jurisprudence de Strasbourg.
 - C'est une bonne nouvelle pour les juges nationaux chargés d'appliquer ces droits : l'harmonisation permet une interprétation plus nette.

- Le professeur Callewaert souligne le nombre croissant d'affaires concernant ces directives et le nombre croissant de situations procédurales différentes impliquées.
 - On comprend ainsi leurs limites et leurs lacunes deviennent plus visibles.
- La CJUE de Luxembourg a comblé ces lacunes en reprenant la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des droits de l'Homme (Cour EDH) de Strasbourg.
 - Ceci semble logique puisque toute interprétation de ces directives par la CJUE peut être testée à l'aune de la Convention européenne des droits de l'Homme dans le cadre d'une requête devant la Cour EDH.
 - Ces directives relatives à la procédure pénale deviennent un domaine où la CJUE se montre de plus en plus consciente de la fonction de référence de la Conv. EDH dans le droit de l'Union.
 - Les tribunaux nationaux doivent appliquer le droit de l'Union en conformité avec la Conv. EDH.
 - Ceci peut être vérifié par la Cour EDH.
- Dans l'ensemble, la récente jurisprudence de la Cour de Luxembourg semble renforcer la convergence avec la jurisprudence de la Cour EDH Strasbourg.
 - La CJUE s'appuie sur la jurisprudence de la Cour EDH dans ces situations.
 - Ceci est particulièrement utile pour comprendre l'interaction permanente et évolutive entre le droit de l'UE et la Convention EDH.
 - La Conv. EDH a une double fonction dans le cadre du droit de l'Union :
 - c'est une boîte à outils lorsqu'elle est utilisée pour combler des lacunes dans le droit de l'Union ou pour déterminer le sens et la portée de certains droits de la Charte des droits fondamentaux de l'UE ;
 - c'est également un point de référence puisque les tribunaux nationaux doivent appliquer le droit de l'Union conformément à la Conv. EDH, ce qui peut être vérifié par la Cour EDH.
 - L'idée est non seulement d'assurer l'harmonisation mais aussi de maximiser les chances de garantir ces droits fondamentaux, pour un État de droit encore plus exigeant.

Partis politiques. Financements.

ROCKET MAN.

À un an des élections européennes, la question de relancer le processus de têtes de liste européennes ([Spitzenkandidaten](#)), inauguré en 2014 avec l'élection de Jean-Claude Juncker, se pose à nouveau dans le débat européen.

- Alors que la CDU/CSU allemande, épine dorsale du PPE (centre-droit), [s'est récemment prononcée en faveur](#), les autres familles politiques restent un peu en retrait, [notait Doru Frantescu pour Euractiv](#) l'année dernière.
 - L'explication tient en partie à l'absence persistante de listes transnationales.
 - L'idée reste [bloquée au niveau du Conseil](#).
 - Demeurent des impasses dans lesquelles s'est enfermée [la réforme du statut des partis politiques européens](#).
- Les membres du Parlement européen souhaitent que des mesures soient prises pour faciliter la participation des partis européens aux campagnes nationales. L'objectif est de leur donner une plus grande visibilité lors des élections européennes.
 - Ils cherchent également à modifier la définition d'un parti politique européen :
 - « Association de citoyens reconnue par l'ordre juridique d'au moins un État membre ou d'un pays tiers »
 - permettrait aux partis situés en dehors de l'UE d'obtenir des financements.

- L'impasse est due en particulier à la volonté de contrer toute ingérence étrangère.
 - En d'autres termes, garantir que les partis politiques basés à Bruxelles ne puissent pas recevoir d'argent en provenance de l'extérieur de l'Union.
 - On comprend qu'il s'agit d'une réponse à la Russie et à la Chine, qui tentent d'influencer élus et fonctionnaires en Europe.
 - Il est toutefois essentiel de soutenir les partis dans les États candidats et partenaires pour défendre les valeurs démocratiques et rapprocher ces pays de l'adhésion à l'Union européenne.
 - Il existe déjà des conditions strictes concernant les paiements effectués par des partis non européens, le droit de vote et l'éligibilité.
 - Cependant, plusieurs partis politiques européens se disent particulièrement préoccupés par les réformes proposées par les États membres.
 - L'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE), les Verts et le Parti socialiste européen (PSE) s'accordent sur ces inquiétudes.
- Renforcée par les pratiques d'influence mises à nu par le *Qatargate* (dont Médiapart [donne ici une version très détaillée](#)), la question de l'ingérence est devenue centrale dans les préoccupations européennes.
 - Une coalition de plus de 200 ONG [a écrit à la Commission européenne pour lui demander d'arrêter ou de modifier le projet de texte sur la transparence de l'ingérence étrangère](#).
 - Ce projet exigerait des ONG qu'elles déclarent si elles reçoivent des fonds de pays tiers.
 - Ceci pourrait entraîner des conséquences négatives inattendues sur la société civile.
 - Dans des États comme la Hongrie, on peut imaginer une discrimination des ONG qui contestent le gouvernement.
 - La remarque est d'autant plus pertinente que les institutions européennes ne se sont pas privées de souligner le caractère liberticide des législations sur les ONG sur le modèle russe pour ne pas dire ex-soviétique.
 - Ce type de législation [adoptée puis abandonnée en Hongrie](#), [adoptée en Turquie](#), et [contestée par les manifestations en Géorgie](#) du mois de mars 2023.
- Le prochain trilogue sera probablement retardé jusqu'à la présidence espagnole de l'UE, qui débutera en juillet 2023.
 - Ceci pourrait laisser le règlement suspendu jusqu'au printemps 2024.

EUROPE GÉOPOLITIQUE



Russie. Mémoire. Ukraine

L' AUTRE 9 MAI

Le traditionnel défilé militaire célébrant le Jour de la Victoire en Russie, commémorant la Seconde Guerre mondiale, a été scruté avec beaucoup d'attention dans le monde.

- Apparemment réduit à 50 chars au lieu des 200 habituels, il pourrait laisser croire que la Russie épuiserait son matériel sur le théâtre des opérations en Ukraine.
- Virgine Pironon, Thierry Wolton, Jean de Glinasty et Régis Genté en proposent une analyse :
 - Le discours de V. Poutine n'a duré que 10 minutes sans qu'il puisse vanter la grandeur de la conquête militaire russe.
 - Les cinq principaux dirigeants d'Asie centrale, membres par ailleurs de la Communauté économique eurasiatique, qui constitue « l'étranger proche » de Moscou ont assisté à l'événement.
 - Ils auraient été présents par obligation, craignant des représailles par le Kremlin.
 - On peut supposer des demandes pour réduire l'aspect militaire du défilé pour ces dirigeants qui ne souhaitent pas être associés au conflit en cours en Ukraine.
 - Au cours de l'événement, les dirigeants russes ont une fois de plus exprimé leur croyance en l'unité des peuples russe et ukrainien.
 - Ils nient l'existence de la nation ukrainienne et insistent sur un clivage « nous contre eux ».
 - En d'autres termes, la conspiration occidentale anti-Russie que le Kremlin assimile à une forme de terrorisme international.
 - En outre, l'annulation du défilé des « régiments d'immortels » a été annoncée, la communication officielle sur la question faisant état de craintes d'attaques de drones ukrainiens sur des civils.
 - On relèvera que les festivités dans une vingtaine de villes russes ont été annulées, sur un motif similaire.
 - Ceci semble très peu probable étant donné que les Ukrainiens accordent également une grande importance à la commémoration, le 9 mai, de ceux qui sont tombés pendant la Seconde Guerre mondiale.
- Certains analystes suggèrent que ce rituel particulier a été évité par crainte que les civils russes ne portent aussi les portraits de membres de leur famille tués dans la guerre contre l'Ukraine.
 - Ceci aurait signalé un affaiblissement particulièrement symbolique de la force russe.
 - Dans cette lutte politique autour de la mémoire historique, le président Zelenski a déclaré que l'Ukraine souhaitait changer sa date de commémoration de la Seconde Guerre mondiale au 8 mai.
 - Il s'aligne ainsi symboliquement sur ses alliés occidentaux.
 - Il laisse la possibilité d'envisager une future célébration de la Journée de l'Europe les 9 mai à venir.
- Le discours de Zelenski reconnaît le pacte Molotov-Ribbentrop et déclare que la Seconde Guerre mondiale a commencé en 1939.
 - Il s'oppose au discours russe qui préfère effacer le pacte et prendre l'agression nazie de 1941 comme point de départ.
 - Ces actes symboliques d'alignement occidental servent à appuyer les demandes pour plus d'équipement militaire, à savoir des avions F16.
 - À ce sujet, les États membres de l'UE ne sont pas en mesure de s'entendre.
 - Ils attendent potentiellement que les États-Unis prennent l'initiative de les fournir.

- En arrière-plan de ces défilés et déclarations, on trouve des discussions sur les difficultés rencontrées par le groupe paramilitaire Wagner à Bakhmut et sur [les dissensions entre Wagner et le ministère russe de la défense](#).
 - Des spéculations sont constatées à propos d'un affrontement entre Evgueny Prigojine, le chef de Wagner, et le Président Poutine dans un contexte où la mobilisation de troupes militaires en Russie devient de plus en plus tendue.
 - Sur les difficultés de Wagner, [La Croix propose un dossier](#) complet.
 - La Russie a fait part de son intention de [numériser la conscription au front](#) afin d'éviter que les soldats potentiels ne se soustraient délibérément à leurs lettres de convocation.
 - Cette mesure pourrait en effet pousser encore plus d'hommes russes à fuir le pays.

Russie. Ukraine.

PAS DRONE.

La prudence s'impose toujours dans l'accueil et le traitement des informations militaires, sauf à se faire le relais des spéculations oiseuses et des propagandes intéressées.

- Plusieurs signes soulignent [l'imminence d'une contre-offensive](#) de l'Ukraine, [comme l'analyse le blog Understanding War](#) du site de l'ISW et les [préparatifs russes](#) pour y résister.
- Fin connaisseur des récits et des manipulations mémorielles, l'historien [Timothy Snyder](#) revient sur la récente [attaque de drones au-dessus du Kremlin](#) et les hypothèses qu'elle suscite.
 - Les autorités russes accusent l'Ukraine d'une tentative d'assassinat de Vladimir Poutine.
 - Côté ukrainien, on nie toute implication car cela porterait évidemment préjudice.
 - Leurs alliés refuseraient de leur fournir des armes si elles lançaient une attaque contre Moscou.
 - Selon Snyder, il est peu probable que les Ukrainiens en soient responsables, car Moscou est dotée d'une défense antiaérienne.
 - De plus, cette cible n'aurait eu aucun sens du point de vue opérationnel.
 - Il est plus probable que l'État russe ait mis en scène l'incident pour justifier des crimes de guerre en Ukraine.
 - La mise en scène de l'attaque serait ici un moyen de consolider la nation contre un ennemi qui est supposé faire de telles choses.
- Entre-temps, la Chine semble s'être décidée à peut-être jouer un rôle dans le règlement du conflit, avec [l'envoi d'un émissaire spécial à Kiev](#).
 - Ceci aurait pour corollaire de suspendre toute opération offensive ukrainienne.
 - Est-ce sincère, ou une façon d'aider Moscou à gagner du temps ?

Russie. Influence.

UN OEIL SUR LA PRESSE RUSSE.

En avril 2023, l'Union européenne reste un acteur de second plan dans les préoccupations de la presse russe, qui la peint comme un satellite des États-Unis et/ou de l'OTAN.

- Elle fait partie intégrante de ce que les discours russes nomment « l'Occident collectif » et entre dans la catégorie des adversaires stratégiques désignés.
 - Il faut cependant également noter une ambition russe de gagner ce qui est représenté comme une bataille d'influence avec les États-Unis sur les États constitutifs de l'Union européenne.
 - Par le soutien aux partis d'extrême-droite et plus rarement, en fonction du contexte local, d'extrême-gauche.
 - Un point particulier est porté au succès du discours russe sur la sauvegarde des « valeurs traditionnelles » et de la « civilisation européenne en déclin » chez certains représentants européens.

- Les récits présentés à la population russe au sujet de l'UE, au cours du mois d'avril, avaient globalement trois objectifs :
 - décrédibiliser l'aide à l'Ukraine et les sanctions contre la Russie ;
 - présenter la Russie en situation de supériorité par rapport à l'Union ;
 - et décrédibiliser l'Union européenne en tant que structure.
- Au sujet de la première thématique, RIA Novosti [écrivait](#) ainsi récemment qu'il ne restait « plus de sanctions » à l'Union européenne pour renforcer les mesures punitives à l'encontre de la Russie.
 - Élargir encore les sanctions serait perçu négativement même par les pays les plus farouchement critiques de la Russie.
 - De plus, et les effets ne seraient que limités sans la participation d'États comme la Chine ou l'Inde.
- En ce qui concerne l'aide à l'Ukraine, News Front a [publié](#) un article citant le vice-président grec pour affirmer que des inquiétudes existent au sein même de l'Union européenne quant au détournement de l'aide financière de la Commission européenne.
 - Cette corruption concerne à la fois des représentants corrompus en Ukraine et des fonctionnaires de l'Union elle-même.
- De son côté, le média Lenta [soulignait](#) l'existence de manifestations d'agriculteurs des pays européens voisins de l'Ukraine pour protester contre les accords facilitant l'export de céréales ukrainiennes, qui aurait « détruit » le secteur agricole local.
 - Le média affirme que cette question pourrait faire « exploser » le soutien européen à l'Ukraine.
- Au sujet de la prétendue supériorité de la Russie par rapport à l'Union européenne, des récits au sujet de son affaiblissement à cause de ses propres sanctions ont été repris par [TASS](#) ou encore [Tsargrad](#).
 - Le vice-Premier ministre Alexander Novak a « nommé les avantages concurrentiels de la Russie par rapport à l'Union européenne » sur la chaîne de télévision Rossiya-1.
 - Les entreprises russes comme la population bénéficieraient ainsi des ressources naturelles de la Russie, qui leur permettrait de conserver des prix bas dans le domaine énergétique et donc de résister aux sanctions.
 - Les entreprises européennes seraient de moins en moins concurrentielles et les populations européennes seraient de plus en plus précaires.

NB : Par presse russe non-indépendante, il est ici entendu les titres que les citoyens russes peuvent lire dans les conditions actuelles de censure de la parole médiatique sur le net. Le choix a été fait de réaliser les observations à l'aide du portail Dzen News, équivalent russe de Google News qui a été racheté par le réseau social VK, lui-même possession du groupe Gazprom Media et connu pour être contrôlé à un certain degré par l'État. On notera d'ailleurs que Gazprom Media est actuellement dirigé par Alexandre Zharov, ancien directeur de Roskomnadzor, l'institution responsable de la censure d'internet en Russie. Les sources étudiées excluent donc les médias indépendants bloqués en Russie tels que Meduza ou The Insider ainsi que la presse étrangère en langue russe telle que la BBC ou RFI et comprennent donc :

- les agences étatiques telles que TASS ou RIA Novosti ;
- les médias indirectement liés à l'État, notamment au ministère de la Défense, tels que Zvezda News ;
- les médias appartenant à des acteurs privés tels que les membres du groupe Mediapatriot (Evgueni Prigozhin) ou Tsargrad (Konstantin Malofeev) ;
- la presse « mainstream » plus ou moins complaisante envers l'État telle que Rossiyskaya Gazeta ou Kommersant ;
- les éditions régionales, dont la présence est cependant plus occasionnelle.

Déchets. Plastique.

PAS EMBALLÉS.

Recycler ou réutiliser ? Au moment des mobilisations contre la réforme des retraites du gouvernement Borne, en France, au bout d'une semaine de grève des éboueurs parisiens, plus de 9600 tonnes de déchets s'étaient accumulées dans les rues de la capitale. La question des déchets ne se pose que dans ces moments de crises, quand surgit le spectre d'une civilisation étouffée par ses propres excréments, mais l'urgence du défi est insuffisamment prise en compte.

- Petits pas sur une longue marche, les députés du Parlement européen ont [ciblé les emballages plastiques](#) dans la proposition de règlement sur les emballages, [présentée par la Commission en novembre dernier](#).
 - Certains parlementaires ont proposé de réduire l'utilisation des emballages en plastique au profit du papier, et d'autres ont soutenu la recherche d'alternatives telles que les bioplastiques.
 - Certains sont [inquiétés par le fait que le remplacement des emballages plastiques par du papier pourrait entraîner une déforestation](#).
 - Le groupe S&D et les Verts ont proposé de renforcer les mesures de réduction et de prévention des déchets, notamment par la réutilisation des emballages.
 - Le PPE soutient plutôt le recyclage.
- Dans ce contexte, 185 investisseurs dont les actifs dépassent les 10 000 milliards de dollars ont demandé aux entreprises de biens de consommation, dont Coca-Cola, Nestlé et Unilever, [de réduire leur dépendance à l'égard des emballages en plastique](#).
 - Ils affirment que le plastique impose à la société un coût externe d'environ 350 milliards de dollars par an en raison des émissions de gaz à effet de serre, de la pollution des océans et des coûts de collecte.
 - Les investisseurs craignent que les entreprises qui ne s'attaquent pas aux risques liés aux emballages plastiques soient confrontées à des coûts plus élevés, ne perdent des débouchés commerciaux ou ne voient leur réputation entachée.
 - Ils demandent donc aux entreprises d'adopter une approche proactive.
 - Un risque de sanctions pèse de sanctions si elles ne prennent pas de mesures efficaces pour réduire leur utilisation de plastique.
- L'appel des investisseurs est consécutif à l'augmentation des mesures réglementaires contre la pollution plastique.
 - L'interdiction des plastiques à usage unique dans l'Union européenne et la taxe sur les emballages plastiques au Royaume-Uni sont quelques-unes des mesures récentes visant à réduire le problème des déchets plastiques.
 - Au début de l'année, [les ministres de l'environnement du G7 ont également appelé à l'élaboration d'un traité mondial sur la pollution plastique](#).
 - Les investisseurs estiment que la réduction de l'utilisation des emballages plastiques contribuerait à atténuer ces risques et à – bien sûr – à œuvrer en faveur de l'environnement.
 - La stratégie consiste donc à interpeller sur les pertes financières envisageables à l'avenir si le modèle n'évolue pas.